

BILLET DE BLOG 15 janvier 2026

Ne pas passer le modèle social européen par pertes et profits

Auteurs

Marcin Korolec

Président de l'Institut pour une économie durable, ancien ministre polonais de l'environnement

Sébastien Treyer

Directeur général

🕒 Temps de lecture: 10 min



Confrontée à des crises sécuritaires majeures, à la perte de certitude au sujet d'alliés de longue date et à la concurrence massive des champions technologiques chinois et américains concernant les révolutions électrique et digitale, l'Union européenne (UE) doit réinventer ses politiques de manière radicale. Le [rapport de Mario Draghi sur la compétitivité \(2024\)](#) a, à juste titre, placé au premier plan le besoin d'un nouvel élan majeur concernant la capacité économique et d'investissement, condition nécessaire sans laquelle la sécurité pas plus que la prospérité ou la transition ne seraient possibles. Mais l'UE fait également face au besoin de relancer le modèle social en matière duquel le continent a fait œuvre de pionnier et a incarné un exemple majeur. L'hypothèse selon laquelle les investissements de réindustrialisation, qui constituent déjà un objectif immensément complexe, suffiront à régler les crises en Europe est extrêmement fragile. Entamer à l'échelle européenne une conversation sur le modèle social est nécessaire si nous voulons préserver la

démocratie, la prospérité, la solidarité ainsi que la durabilité.

Donner la priorité aux investissements, une nécessité absolue

Les mots de Mario Draghi, « *Nous avons atteint un stade où, si nous n'agissons pas, nous aurons à compromettre notre prospérité, notre environnement ou notre liberté* », sont importants : sans renouvellement massif de la capacité d'investissement en Europe, nous n'atteindrons pas nos objectifs de décarbonation à temps sans devenir dépendants de technologies importées ; et rebâtir une industrie de l'armement basée en Europe est également nécessaire. L'investissement en vue de la transformation économique est par conséquent une priorité pour la croissance économique et la prospérité, mais également pour la sécurité et la durabilité.

Face à la [stratégie de sécurité nationale américaine nouvellement publiée](#) et qui attaque directement les démocraties européennes, ainsi qu'à la domination massive des technologies chinoises dans les énergies renouvelables, les batteries et les véhicules électriques, ce diagnostic semble toujours plus clair : soit nous accélérons la transformation économique et la capacité d'investissement correspondante, soit nous perdons l'autonomie stratégique et la sécurité ainsi que la prospérité économique. Cet appel simple mais crucial à la priorisation des investissements est désormais devenue une évidence à Bruxelles et dans les capitales de l'UE.

Certaines actions vont dans le bon sens, par exemple le projet de nouveau budget pluriannuel européen pour 2028-2034 présenté par la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et en particulier l'idée de créer un Fonds européen pour la compétitivité ([Iddri, 2025](#)), largement inspiré par ceux du « Rapport Super-Mario ». Changer les priorités du budget européen et allouer un tiers des fonds environ à des investissements dans la compétitivité de l'industrie européenne et les nouvelles technologies représente assurément un pas dans la bonne direction.

Il est important que nous rattrapions le retard technologique existant entre les entreprises européennes et leurs concurrents mondiaux, que nous générions autant de valeur ajoutée que possible en Europe. La vitesse de la transition visant à atteindre la neutralité climatique en Europe ne devrait pas dépendre de la capacité productive de la Chine.

[Le Rapport d'Enrico Letta sur l'avenir du marché unique \(2024\)](#) a également complété cette vision en mettant l'accent sur un effort en faveur du retour de l'épargne européenne vers des investissements en Europe. Mieux vaut pour nous financer les emplois et le PIB en Europe plutôt qu'ailleurs. Mais pour l'heure, l'épargne européenne continue d'être fortement investie dans des instruments financiers américains, finançant des entreprises américaines qui en retour dominent les marchés de l'UE, par exemple dans le secteur du numérique. Bâtir une Union de l'épargne est par conséquent une prochaine étape décisive à propos de laquelle des progrès très infimes ont été réalisés.

Dans l'ensemble, la définition d'une politique de souveraineté économique européenne est en cours, mais semble très lente à se concrétiser, en raison d'un manque d'appuis et de leadership politiques actifs de la part des dirigeants des États membres (EM). Le marchandage entre secteurs et entre EM ralentit chaque étape, alors même qu'un grand bond en avant serait fondamental. L'UE a été capable de changer de braquet et d'innover en termes d'instruments et de processus décisionnels durant la crise de la COVID-19 ou au début de la guerre russe en Ukraine. Mais il lui manque une vision politique claire et une dynamique pour débloquer des décisions économiques cruciales, sans lesquelles ni la sécurité, ni la prospérité ni la durabilité ne seront possibles.

L'absence de vision politique pour l'Europe renforce la défiance des citoyens

Cela pose également un problème pour ce qui est de ses citoyens, qui font part d'un besoin accru de protection en ces temps troublés et de la dégradation de leur pouvoir d'action comme de leur capacité à décider et agir. Trop souvent dans le débat politique, le manque d'autonomie des citoyens et des entreprises pour ce qui est de décider de leur avenir est imputé aux traités de coopération internationale, alors qu'il tient en réalité au fait que nos interdépendances avec d'autres régions du monde (en leur qualité de fournisseurs de ressources, de partenaires technologiques, de futurs marchés, d'alliés politiques) sont incontournables et qu'elles doivent être gérées et organisées de manière très active et prudente afin de garantir autonomie stratégique et souveraineté.

Coopérer avec d'autres pays est une façon bien plus sûre d'assurer la sécurité que de tenter de rompre les liens avec ceux-ci. Il est absolument nécessaire de démontrer que des décisions communes de l'UE sur des dépendances très concrètes de la chaîne d'approvisionnement, par exemple sur des réglementations qui encouragent mais régissent les conditions des investissements directs étrangers chinois en Europe, sont l'unique moyen de garantir l'autonomie stratégique. Mais les EM de l'UE ne sont pas unis, jouant une partie sans condition afin d'attirer les investissements chinois. Et même si l'union existait, l'absence de voix européennes puissantes et l'interaction politique entre les partis ne permettent pas de discuter correctement des interdépendances et des conditions d'une coopération, comme il ressort en Pologne ou en France pour ce qui est de la difficulté à évaluer objectivement les bénéfices stratégiques et non uniquement les risques et pertes liés à l'accord de libre-échange avec le Mercosur. Un contenu plus local et des investissements renforcés en Europe sont des nécessités, mais elles doivent être soigneusement équilibrées avec le maintien de liens pertinents avec des partenaires à l'extérieur de l'Europe, pour la sécurité tout autant que pour des raisons de prospérité.

Le jeu politique consistant à chercher des responsables vise également la transition écologique, supposée être la cause du manque de compétitivité ou de la perte d'emplois, comme l'expriment les lobbies économiques dans les débats européens. La question des emplois est extrêmement critique et nécessiterait beaucoup plus d'attention, en termes d'analyses tout autant que de propositions politiques.

Il est nécessaire de discuter des changements concernant le travail et le modèle social dans son ensemble

Il serait naïf de croire qu'investir dans la capacité de production garantirait la création de nouveaux emplois. Aujourd'hui, à la moitié de la troisième décennie du XXe siècle, la clé pour prendre l'avantage dans la course concurrentielle mondiale entre géants industriels repose de plus en plus sur l'automatisation de la production, puisque machines et robots peuvent travailler 24 heures par jour, 7 jours par semaine et 365 jours par an, ne tombent pas malades, n'exigent pas d'augmentations de salaire indexées sur l'inflation, n'ont pas besoin d'éclairage dans les salles de production et sont capables de travailler dans des lieux non chauffés et dépourvus d'air conditionné, ce qui signifie qu'ils sont bien moins coûteux.

Si tel est le cas, alors les décideurs européens sont confrontés à un problème complètement nouveau et plus grave. Bien que la discussion politique se soit, de manière pertinente mais toujours insuffisante, centrée sur l'investissement en faveur de l'industrie en Europe, il n'est pas du tout certain que même si nous parvenions à un renouveau de la compétitivité de l'industrie européenne, celle-ci impliquerait une intensité de main-d'œuvre suffisamment forte pour fournir des emplois au niveau promis dans les discours politiques.

Jusqu'à présent, le fondement du fonctionnement non seulement de l'Europe mais, de fait, de la démocratie sur le Vieux Continent, a reposé sur la capacité à fournir des emplois et des revenus décents aux employés de l'industrie et des services.

Comment pouvons-nous maintenir l'État-providence européen face à l'automatisation des processus de production dans l'industrie et alors que les gains de productivité dans l'industrie et les services vont changer de manière drastique le nombre et la qualité des emplois connus aujourd'hui ? La création d'une politique industrielle « *Made in Europe* » pourrait-elle suffire à atteindre les objectifs de prospérité sociale et de neutralité climatique ? Alors que les fondements mêmes de l'économie sont menacés et que des emplois pourraient être perdus, la classe moyenne européenne pourrait vouloir tourner le dos au programme de modernisation, désirer revenir aux « bonnes vieilles » recettes déjà proposées depuis les années 1980 et demander une pure « dérégulation » de l'économie, comme si cela pouvait représenter la solution en matière de création d'emplois.

Les changements inéluctables concernant la quantité et la qualité des emplois, découlant des avancées technologiques, exercent également une pression supplémentaires sur les recettes publiques. L'automatisation des processus de production et la décarbonation simultanée de l'économie (réduisant les recettes provenant de l'impôt sur les énergies fossiles) réduiront/changeront la structure des recettes publiques de manière considérable.

Par conséquent, nous avons non seulement à déterminer la façon dont les Européens vont gagner leur vie, mais également à redessiner le système de recettes publiques, d'autant plus que le processus de décarbonation lui-même suppose qu'une part importante des recettes publiques se fondant actuellement sur la taxation des énergies fossiles cessera purement et simplement d'exister.

Le modèle social et le rôle du travail doivent être redéfinis, pas abandonnés

Compte tenu de ces défis potentiellement considérables concernant les emplois, il est primordial de nous efforcer de conserver une forme de protection sociale, une forme de stabilité pour une majorité d'ouvriers et employés qui étaient autrefois essentiels aux démocraties sociales et aux économies de marché européennes sous la forme d'une classe moyenne. Cela pourrait nécessiter de redéfinir le rôle du travail dans nos vies, en termes d'accès au revenu, mais également à la protection, à la sécurité, à la dignité et à un rôle au sein des sociétés, mais à un niveau plus collectif dans le financement du système de protection sociale, le tout formant le « contrat social » ([Iddri, 2024](#)): tout ceci n'est pas uniquement un prérequis pour la réussite du processus de transition, il s'agit en réalité d'un prérequis pour la survie de la démocratie et de l'Union européenne telle que nous la connaissons.

Nos démocraties sont en péril non seulement en raison d'attaques hybrides militaires délibérées, de l'ingérence de gouvernements étrangers, de tous bords, mais également de la transformation du travail, qui a été si essentiel à notre modèle social, notre prospérité et notre solidarité. L'Europe doit trouver un nouvel élan pour réinvestir dans son économie, et pour enfin redéfinir son modèle social menacé de disparition.